

-Structure du panier alimentaire

Le panier alimentaire, considéré dans cette analyse, est composé de produits qui reflètent les préférences et les stratégies alimentaires des individus ou des ménages. Il est ainsi structuré: des céréales (riz, maïs, blé) représentant 66 pourcent (plus de 1000 kilocalories) du panier, du haricot, du sucre et de l'huile de cuisson (figure 1). D'un apport calorifique de près de 32 pourcent (plus de 500 kilocalories), le riz en est l'aliment le plus représentatif. Les autres céréales (maïs, blé) et le sucre en comptent chacun pour 17 pourcent. Les graisses et le pois sont faiblement représentés (à peine 11 et 6 pourcent respectivement).

-Evolution du coût du panier alimentaire

Après un rebond de plus de 10 pour cent, entre janvier et février 2012, dû aux importantes variations du prix des haricots¹ (21 pourcent) et de l'huile de cuisson (plus de 32 pourcent), le coût du panier alimentaire a affiché une tendance négative, de mars à mai (figure 2). Il a varié de près de -4 pour cent, passant de 939.74 gourdes en février à 892.1 gourdes en mars. Cette tendance est maintenue en avril et mai, bien que plus faiblement: -1.3 et -2.1 pour cent, respectivement.

Pour le mois de mai 2012, notamment, le prix du panier a chuté sur presque tous les marchés et de façon significative sur ceux de Jacmel (-6.13 pourcent), de Fond des nègres (-3.8 pourcent), de Hinche (-3 pourcent) et de Ouanaminthe (-2.9 pourcent). La baisse et la stabilité des prix de certains produits importés (le riz et surtout l'huile de cuisine) et du prix des haricots, produits localement, seraient à l'origine d'un tel comportement.

Cependant, hormis Fond des Nègres, le panier de consommation a coûté plus cher sur ces marchés. Son coût reste aussi élevé sur les marchés des autres villes comme Port-de-paix (Nord-ouest), Gonaïves (Artibonite), Cap-Haïtien (Nord) et les Cayes (Sud). Par ailleurs, le coût du panier alimentaire est plus fort que celui affiché au cours de la période Janvier/mai 2011.

Figure 1: Composition du panier alimentaire considéré, basé sur 1870 kilocalories/personne/jour

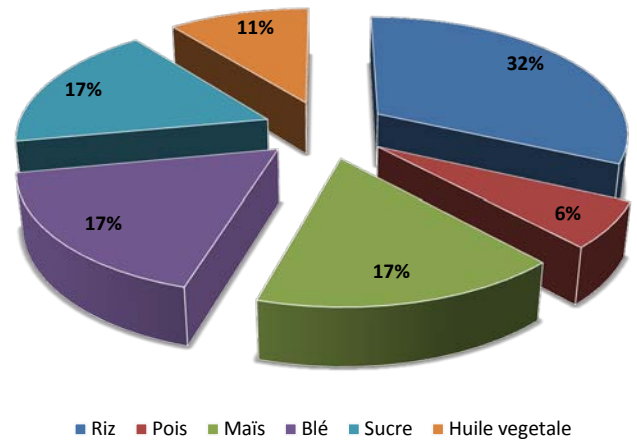
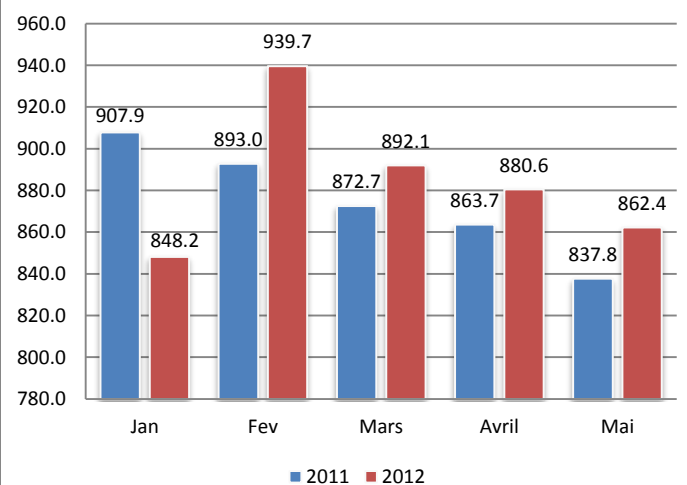


Figure 2: Coût mensuel moyen du panier alimentaire pour un individu, en gde, 2011/2012



¹ Cette situation est la conséquence des pertes de plantations de haricots dans diverses régions du pays à cause de la sécheresse et des vents violents qui soufflaient lors de la saison d'hiver.

Une chute de près de 7 pourcent, entre janvier 2011 et janvier 2012, a été observée. Le prix du panier alimentaire s'est accru le mois suivant (plus de 5 pourcent) et, de mars à mai 2012, s'est stabilisé autour d'une moyenne de 2.3 pourcent par rapport à 2011. Cela dénote que, de février à mai 2012, le panier alimentaire s'est révélé plus cher, donc moins accessible, par rapport à l'année dernière, à la même époque.

-Déterminants de la variation du coût du panier alimentaire

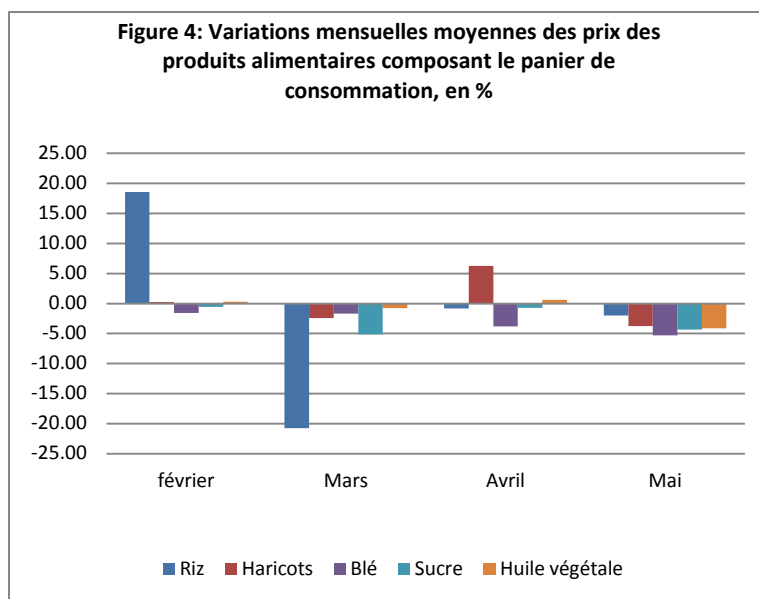
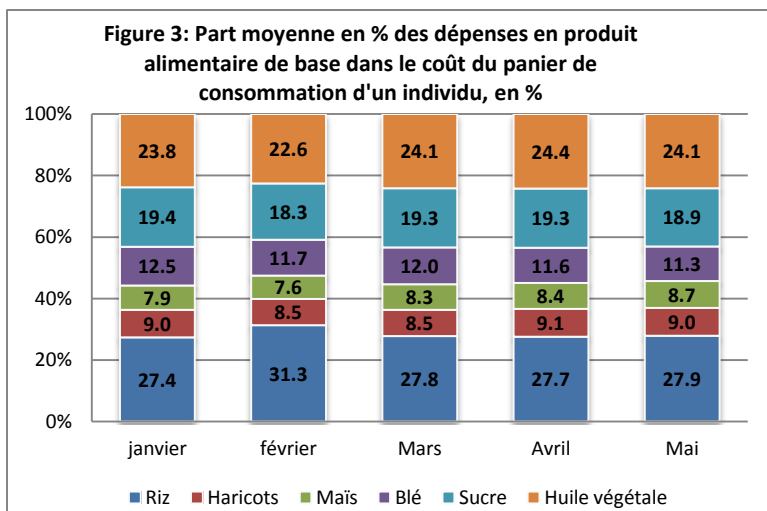
Parmi les facteurs susceptibles d'influencer le coût du panier alimentaire, le prix des produits qui le constituent est un déterminant très important. Par exemple, le riz fournit près de 32 pourcent des 1870 kilocalories consommées par jour par un individu en Haïti. Ainsi, tout changement dans le prix de ce produit, induit par un quelconque choc, engendrerait un impact important.

En effet, comme illustré à la figure 3, la valeur monétaire de la quantité de riz consommée mensuellement représente en moyenne 28.4 pourcent du coût total du panier pour la période Janvier/Mai 2012. En février, cette part a dépassé 31 pourcent pour se stabiliser au tour de 28 pourcent, de mars à mai 2012. Parallèlement, le prix du riz a cru de près de 19 pourcent, entre janvier et février 2012 (figure 4). Cette hausse a entraîné une augmentation de la part monétaire de ce produit dans le coût total du panier, en passant de 27.4 à 31.3 pourcent (environ 4 points de pourcentage). En revanche, la baisse du prix du riz (-20.74 pourcent) en mars, a induit un recul presque identique à la hausse de février. Depuis, de légères baisses, suivies d'une relative stabilité du prix, ont été enregistrées, ce qui a permis à la part du coût du riz dans le panier de se stabiliser en avril et mai.

L'huile de cuisine et le sucre viennent respectivement en deuxième et troisième position quant à leur poids (en termes monétaires bien sûr) dans le panier de consommation, leur part respective étant de 24 et 19 pourcent en moyenne. Combiné ensemble, la valeur monétaire de ces trois produits représente environ 71 pourcent du coût total du panier de consommation alimentaire. Ainsi, tout changement dans le prix de l'un ou de l'autre, entrainerait de grandes variations dans le coût du panier de biens alimentaires.

Il est à remarquer que le maïs est le moins représenté, soit de 7 à moins de 9 pourcent du coût total, ceci non du fait d'une faible consommation mais par le fait que, parmi les produits alimentaires

composant ce panier, son prix est le plus bas (moins de 14 gourdes en moyenne la livre). La tendance à la baisse observée au niveau du coût du panier est aussi le reflet de celle des prix de ces produits. En effet, alors que les



prix du maïs et du blé semblent se stabiliser, ceux des produits tels les haricots, le sucre et l'huile végétale ont chuté respectivement de -2, -4.3 et -4.1 pourcent en moyenne, d'avril à mai notamment. Néanmoins leur impact sur le coût du panier est plus faible que celui du prix du riz. Il existe de ce fait une corrélation parfaite entre le prix de ce dernier et la variabilité du coût du panier alimentaire. Ainsi toute variation du prix de ce produit, induite soit par un choc interne ou externe, entraîne un changement dans le coût du panier de consommation.

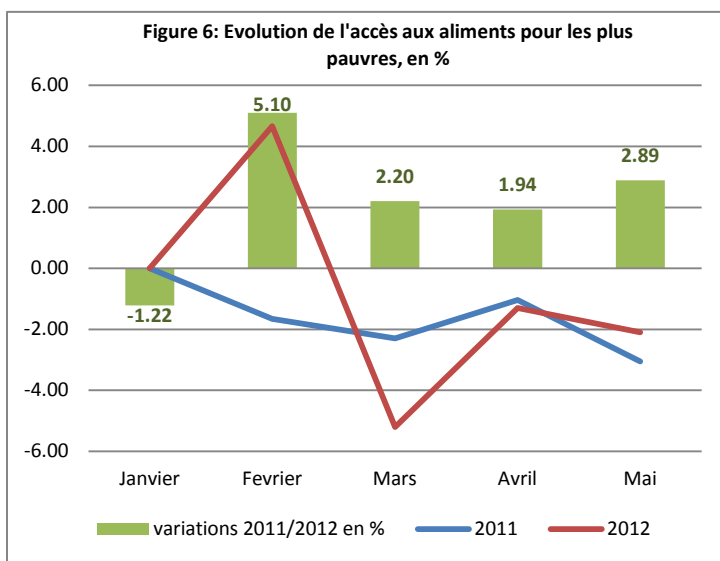
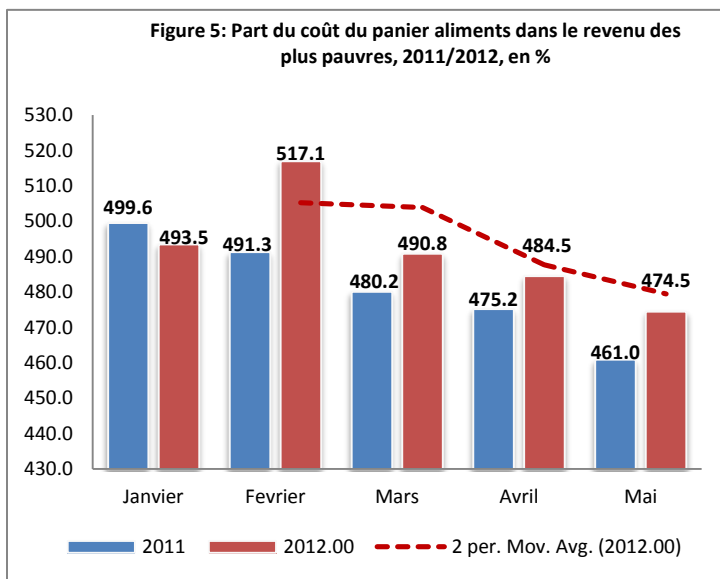
-Le revenu per capita et le coût du panier alimentaire

L'analyse du panier alimentaire en relation avec le revenu per capita est très révélatrice. Selon la Banque mondiale, les 10 pourcent les plus pauvres de la population haïtienne accèdent à moins de 1 pourcent du revenu national tandis que les 10 pour cent les plus riches en détiennent près de 48 pour cent. De ce point de vue, on peut déterminer l'accès aux aliments, c'est-à-dire le revenu nécessaire pour qu'un individu accède au panier de la consommation alimentaire au coût actuel. En ce sens, toute variation éventuelle du coût du panier alimentaire, dans un sens ou dans l'autre, peut améliorer ou détériorer le pouvoir d'achat, par conséquent l'accès des individus au panier alimentaire.

Le ratio du coût total du panier au revenu moyen des deux groupes extrêmes (premier et dixième déciles) indique que le prix du panier alimentaire a représenté plus de 500 pour cent du revenu des plus pauvres en février 2012 (figure 5) contre 10 pourcent pour les individus du deuxième groupe. Néanmoins, de février à mai 2012, l'accès s'est légèrement amélioré, avec la baisse du coût du panier alimentaire, induite par la chute du prix des produits importés tels que le riz, le blé, le sucre et l'huile de cuisine, reflétant ainsi la tendance observée sur le marché internationale. Par contre, le pouvoir d'achat reste plus faible par rapport à janvier/mai 2011 (figure 6).

Il faut dire que cette amélioration ne saurait résorber le problème de l'accès aux aliments des plus pauvres.

Pour qu'ils accèdent aux aliments de base, il faudrait que la variabilité de leur revenu soit faite dans une proportion beaucoup plus importante que celle des prix des produits alimentaires et non alimentaires.



Conclusion

L'analyse précédente a mis en relief le coût mensuel d'un panier alimentaire basé sur 1870 kilocalories per capita par jour. Cette analyse met à nu la réalité de la consommation des aliments en Haïti, au regard de la qualité de la diète et de l'accès aux aliments de base. D'une part, la diète alimentaire ne correspond pas au standard nutritionnel requis, à savoir 2200 kilocalories par personne par jour. D'autre part, le niveau des revenus est trop faible pour l'atteindre. En effet, les plus pauvres ne peuvent pas se procurer même les 1870 kilocalories journalières, le coût leur étant trop élevé. Pour atteindre un tel niveau de consommation, leur revenu mensuel devrait augmenter de près de 500 pour cent. Plus important encore, même les individus ayant le niveau de revenu relativement plus élevé ne parviennent pas non plus à couvrir totalement leurs besoins en kilocalorie journalière. Pour y arriver, il leur faudrait accroître leur revenu de près de 8 à 10 pour cent.

Par ailleurs, le coût du panier alimentaire peut augmenter consécutivement à l'augmentation de la quantité de kilocalories contenue dans le panier. Par exemple, si un individu souhaite atteindre la quantité minimale de kilocalories requise pour avoir une consommation alimentaire équilibrée, cela lui coûterait présentement en moyenne 1052 gourdes par mois, soit plus d'une fois le coût mensuel moyen de l'actuel panier de consommation. Le problème d'une alimentation équilibrée, en quantité et en qualité suffisante, reste ainsi entier, ceci aussi longtemps que plus de deux tiers de la population, particulièrement les plus pauvres, dépendent du marché pour s'approvisionner en nourriture.

Le panier alimentaire est un nouvel instrument d'analyse dont dispose la CNSA pour donner une idée de l'accès aux aliments et, de là, dégager la tendance de la sécurité alimentaire dans le temps et l'espace. Cet instrument peut être utile dans le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de sécurité alimentaire, dans le ciblage des individus et des zones vulnérables en Haïti. Il servira, en outre, dans l'orientation des politiques publiques, dont l'objectif principal est de réduire la pauvreté et la faim dans le pays.

L'analyse du panier alimentaire est basée sur les informations relatives aux prix, aux revenus, à la diète alimentaire, fournies respectivement par la CNSA, la Banque mondiale et la FAO.

Construction et évaluation du panier alimentaire

Le panier alimentaire est construit sur la base des hypothèses suivantes:

1. Il est composé de 6 produits: riz, blé, maïs, haricots, sucre et huile végétale, qui représentent 1870 kilocalories consommées par personne par jour.
 - a. Le panier alimentaire est donc constitué de telle sorte que 100 pourcent de consommation de calories proviennent justement de ces six produits alimentaires, ceci à cause du manque d'information pour d'autres produits, dont en particulier les racines et les tubercules.
 - b. Ce panier alimentaire ne prend pas en compte la part de la production locale dans la consommation; par conséquent il fait l'hypothèse que tous les biens alimentaires soient achetés ouvertement sur les marchés.
 - c. Les données relatives à la consommation de calories proviennent du site FAOSTAT, à l'adresse www.FAOSTAT.FAO.ORG.
2. Il est supposé que ce panier alimentaire moyen soit consommé à travers le pays, tous groupes de revenus confondus. Cependant il est spécifiquement construit sur la base des préférences alimentaires des groupes à faible revenu (décile le plus bas de la population).
 - a. Un panier alimentaire par département serait plus approprié. Par exemple celui proposé par ACDIVOCA pour le Sud-est serait plus représentatif que celui de la CNSA.
3. L'approche du panier alimentaire ignore les effets de substitution étant donné qu'il est fixé dans le temps. Par conséquent cette approche capte seulement les effets des changements de prix.
 - a. Le coût total du panier alimentaire est calculé comme suit:

$$\text{Coût}_t = (\text{Prix}_t \text{ du Riz} \times \text{Quantité Consommée}_t) + \dots + (\text{Prix}_t \text{ du Maïs} \times \text{Quantité Consommée}_t)$$

4. La finalité de cette approche est de mesurer l'accès aux aliments, tenant compte du poids du coût du panier alimentaire dans le revenu des ménages.
 - a. Ce revenu est calculé sur la base de la parité du pouvoir d'achat percapita (PPAP) obtenue de la Banque mondiale.
 - b. Le revenu est alors distribué entre les différents déciles en utilisant les mesures de la distribution de revenus établies par la Banque Mondiale.
 - c. Finalement, un ratio du coût du panier alimentaire au revenu est calculé pour mesurer l'accès; une variation négative du ratio implique une amélioration de l'accès tandis qu'une variation positive en indique une détérioration.

Ce bulletin spécial est réalisé avec l'appui des Organismes suivants:



The views and opinions in this bulletin are those of the authors. They do not represent the views or opinions of the Economic